



Union Départementale CGT de l'Indre
Bourse du Travail – 86, rue d'Aquitaine 36000 CHATEAUROUX
Tél. : 02 54 34 09 84 - Fax : 02 54 34 16 44 - E-mail : ud36@cgt.fr
CCP : Limoges n° 601 60 T

UNION DEPARTEMENTALE CGT DES SYNDICATS DE L'INDRE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Depuis de longues semaines, le Député François Jolivet, par voie de presse, interpelle soit la Ministre de la Santé Agnès Buzyn, soit la Directrice Générale de l'ARS Anne Bougyard, voire la directrice du Centre Hospitalier Evelyne Poupet.

Monsieur Jolivet voudrait-il se dédouaner ou aurait-il oublié qu'il siège à l'assemblée nationale dans le groupe majoritaire LREM, groupe qui a élaboré et voté le plan de financement de la sécurité sociale 2018 (PFLSS) avec toutes les restrictions budgétaires afférentes.

N'a-t'il pas entendu l'annonce faite par le chef de l'état sur le nouveau plan Santé mardi 18 septembre, dixit « certaines activités devront fermer à certains endroits », quand « l'absence de médecins qualifiés ne permet pas de les sécuriser » ?

Comment ne peut-il pas être au courant du projet d'Agnès Buzyn, Ministre de la Santé, qui fera voter l'an prochain une loi créant un statut d'hôpital « de proximité », avec une liste restreinte d'activités : médecine générale, gériatrie, réadaptation, consultations de spécialistes... **mais ni chirurgie, ni maternité**, qui seront réservées aux établissements « spécialisés » et « de pointe ».

Monsieur Jolivet aurait-il deux positionnements : un élogieux auprès de son parti à l'assemblée et l'autre critique une fois revenu dans le département ?

Si Monsieur le Député François Jolivet se veut cohérent avec ses prises de positions récentes concernant la fermeture de la maternité du Blanc, en défilant en tête de cortège, tenant une banderole « NOS TERRITOIRES AUSSI ONT DROIT A UN AVENIR », il ne pourra cautionner le prochain vote à l'assemblée Nationale du PFLSS pour 2019 et les 3.8 milliards de « maîtrise d'économie » pour l'assurance maladie, répartis entre l'hôpital public et la médecine de ville.

Quant à sa participation à la marche pour le rétablissement des trains Intercités, serait-ce un reniement de son soutien au rapport Spinetta ?

Depuis des années, la CGT alerte sur les risques qu'encourt le service public et particulièrement l'hôpital public sur les fermetures de lits ou de services de l'hôpital de Châteauroux le Blanc au travers des politiques de sabrage de la sécurité sociale, avec pour objectif, la privatisation de la sécu et la mise en place généralisée de la CSG en remplacement des cotisations sociales.

La Sécurité sociale a été créée en 1946 dans un pays en ruine afin d'en finir avec cette insécurité du lendemain par le concept de cotiser selon ses moyens et recevoir selon ses besoins.

La CGT exige que chacun puisse avoir accès aux soins, partout sur le territoire, au sein d'un service public de santé sans sélection par l'argent ou le lieu de résidence.

Châteauroux, le 27 septembre 2018